

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Vite-des-infos,26893>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°55 > **Vite, des infos !**

16 janvier 2013

Vite, des infos !

La France, cancre de la sûreté nucléaire européenne

Les principaux éléments du rapport de la Commission Européenne sur les évaluations de sûretés menées sur toutes les centrales nucléaires européennes sont maintenant connus. La France, si prompte à se donner en exemple, se distingue comme le cancre de la classe. Ce rapport promet également des coûts exorbitants pour la mise aux normes de sûreté des centrales. Plutôt que de gaspiller des dizaines de milliards d'euros pour de vaines réparations sur des réacteurs vieillissants, commençons à fermer dès maintenant les plus anciennes !

Nos centrales nucléaires mettent en danger toute l'Europe

En dépit des grands cocoricos de l'industrie nucléaire hexagonale, cette évaluation met en évidence des failles de sûreté dans toutes les centrales françaises : absence d'instruments de mesures sismiques adaptés aux exigences post-Fukushima, équipements de secours inadéquats en cas d'accident... Le décalage entre le message rassurant envoyé par EDF au moment des "stress tests" français en 2011 et les résultats de ce rapport n'a rien d'étonnant : à l'époque, l'exploitant s'était auto-évalué !

Cette évaluation européenne ne peut encore prétendre à l'exhaustivité : le risque terroriste n'y figure pas, pas plus que la capacité d'évacuer les populations en cas d'accident. Toutefois, elle fait clairement apparaître les déficiences de l'approche française de la sûreté. Dans un discret rapport publié en février 2012, Dieter Majer (1), expert mandaté par le Luxembourg et la Sarre pour une inspection de Cattenom, estimait d'ailleurs déjà que "les nombreuses lacunes constatées et leur importance en matière de sûreté laissent supposer que l'exploitant de la centrale n'est pas grandement sensibilisé à la sécurité des installations." Un constat à étendre à l'ensemble de nos centrales ?

En se penchant en particulier sur le cas de centrales situées près de la frontière, ce rapport vient confirmer que l'irresponsabilité des exploitants et des autorités françaises menace toute l'Europe. Y compris des pays frontaliers qui, comme la Belgique, l'Allemagne et l'Italie, ont confirmé leur choix de se passer du nucléaire.

Pour les travaux, et si on choisissait la sûreté et les économies ?

Selon ce rapport, la remise aux normes de sûreté post-Fukushima des réacteurs coûterait de 30 à 200 millions d'euros par réacteur... soit, dans la fourchette haute, près du double des 5,6 milliards d'euros prévus par la Cour des Comptes pour l'ensemble du parc nucléaire français ! L'État et les exploitants choisiront-ils de conserver une sûreté dégradée ? Ou gaspilleront-ils des dizaines de milliards d'euros pour prolonger inutilement une technologie du siècle dernier qui restera toujours dangereuse ?

La France se devrait plutôt de choisir la sûreté et les économies, en fermant dès maintenant les réacteurs les plus vieux et les plus dangereux, et en investissant dans les alternatives énergétiques. L'Espagne a bien donné l'exemple en annulant la trop coûteuse prolongation de la centrale de Garona. Le futur "débat sur l'énergie" se doit de prendre en compte ces coûts et ces risques.

N'attendons pas de voir la sûreté se dégrader toujours plus et les coûts du nucléaire atteindre des sommets : il faut arrêter dès maintenant de nombreux réacteurs, sans se restreindre à Fessenheim !

Communiqué de presse du Réseau "Sortir du nucléaire", 3 octobre 2012

Deux réacteurs belges présentent des micro-fissures

Les réacteurs nucléaires Doel-3 et Tihange-2 sont à l'arrêt complet et ont été déchargés de leur combustible, suite à la détection de nombreuses micro-fissures dans l'acier de leur cuve respective (qui contient le combustible nucléaire), affaiblissant la résistance de celle-ci et accroissant le danger d'accident. Ces deux cuves ont été forgées dans les années 1970 par la même société néerlandaise, Rotterdamsche Droogdok Maatschappij (RDM), qui a depuis cessé toute activité. Selon Electrabel, il s'agirait de "défauts dus à l'hydrogène formés à l'intérieur de l'acier lors du forgeage de la cuve, il y a 40 ans". RDM a équipé une vingtaine de réacteurs dans le monde dont une dizaine en Europe. L'Autorité de Sûreté Nucléaire française (ASN) a toutefois indiqué qu'aucun réacteur français n'est concerné.

La ministre de l'Intérieur belge Joëlle Milquet a indiqué qu'une éventuelle décision de redémarrage des deux réacteurs ne pourrait intervenir au plus tôt que fin 2012. Selon le Nouvel Obs, le directeur de l'Agence fédérale belge de contrôle nucléaire (AFCN) Willy De Roovere s'était déclaré en août "sceptique" quant à la possibilité de relancer Doel3, qui ne sera autorisée que si Electrabel peut prouver que l'intégrité de l'installation n'est pas remise en cause par les défauts détectés.

Sources : AFCN, Le Nouvel Obs, RTBF

Espagne : fermeture définitive d'une usine nucléaire

Le Conseil de Sécurité Nucléaire espagnol (CSN) a ordonné la fermeture et le démantèlement de l'usine Quercus, implantée à Saelices del Chico dans la province de Salamanque. Cette usine est la propriété de l'entreprise publique Enusa (Empresa Nacional del Uranio) spécialisée dans la fabrication de combustible nucléaire. Son activité de fabrication de concentré d'uranium de Quercus était à l'arrêt depuis 2003, mais Enusa maintenait l'usine, prévoyant de la remettre en marche grâce à la "renaissance du nucléaire". Fukushima a ouvert les yeux au groupe espagnol, qui n'a pas renouvelé sa demande de prorogation d'activité. L'usine est désormais définitivement arrêtée, et doit être démantelée.

Source : El País, 28 septembre 2012

Écoblanchiment, leçon n°1 avec Super U

C'est la rentrée, et avec elle arrivent les promos des supermarchés, toujours désireux de nous pousser à acheter les dernières nouveautés... Parmi les grandes chaînes de distribution, les magasins U se sont montrés particulièrement novateurs. C'est ainsi qu'à la page 65 de leur catalogue des promotions de rentrée, on nous propose d'acquérir un magnifique kit pour petit déjeuner au lit, composé de bols, mugs et tablettes frappés d'un symbole radioactif et de la mention "zone protégée" !

Remarquons d'abord que le terme "zone protégée" n'existe que chez Super U et dans les fantasmes de ceux qui croient au nucléaire sûr. Tout d'un coup, le nucléaire serait synonyme de protection ? Le concept du bol qui "protège" les céréales grâce à la radioactivité préfigure-t-il donc le retour en force dans les rayonnages de Tho-radia, la crème de soin au radium à la mode dans les années 1930 ? Ou alors, faut-il plutôt apprécier la clairvoyance de la grande distribution qui, consciente de l'état de dégradation de la sûreté nucléaire française, anticipe l'accident qui risque d'arriver un jour ? Oui, il se peut bien qu'un jour, on mange des becquerels au petit déjeuner ! Avec un petit compteur Geiger à côté du pot de confiture, pour contrôler notre contamination... comme les habitants de Fukushima, qui ne peuvent plus avoir confiance dans leurs repas.

La banalisation du risque nucléaire par une chaîne de grande distribution a de quoi inquiéter... Le danger serait-il devenu "tendance" pour mieux se faire accepter ? En tout cas, il est fort possible que les salariés du nucléaire, qui doivent travailler en "zone contrôlée" au prix de la dégradation de leur santé, apprécient peu cette vaisselle de fort mauvais goût. L'irradiation n'est pas une partie de détente comme un petit déjeuner au lit !

Communiqué de presse du Réseau "Sortir du nucléaire" (extraits), 1er septembre 2012

Écoblanchiment, leçon n°2 aux sports d'hiver

Quand les énergies renouvelables servent d'alibi pour continuer de plus belle le gaspillage d'énergie... Le groupe néerlandais Van den Walk vient d'en offrir un nouvel exemple particulièrement éloquent : au prétexte d'en alimenter désormais le système de refroidissement grâce à un toit couvert de panneaux photovoltaïques, cette entreprise s'achète une image écolo pour ses... deux centres de ski en intérieur (voir www.alpincenter.com) ouverts 364 jours sur 365 (oui, surtout en plein été), à Bottrop (640 m de long) et à Hambourg-Wittenburg (330 m de long), en Allemagne.

Nouvelle preuve, s'il en était besoin, que la priorité numéro 1 en matière énergétique est la réduction des consommations d'énergie. La suppression de ce genre d'activités aberrantes pourrait être un bon début.

Source : Énergine, 26 septembre 2012

Notes :

1 : Dieter Majer, Rapport final sur le test de résistance de la centrale de Cattenom, p.10, février 2012